

JEAN KRAMARZ

Directeur des activités Santé du groupe AXA Partners

Merci Michel. Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de cette crise du Covid, qui est loin d'être terminée, et que peut-on dire sur la gouvernance mondiale ? La première leçon, comme vient de le dire Juliette, c'est que la santé est un point stratégique. Cela ne veut pas dire qu'elle est importante ou très importante, cela signifie qu'elle doit être traitée comme un sujet militaire, et qu'il faut investir dans la santé largement en amont pour faire face à une crise. Ce n'est pas lorsque la crise survient que vous vérifiez vos stocks de masques et que vous vous rendez compte que votre chaîne d'approvisionnement est localisée en Chine. Si elle est considérée comme stratégique, cette question implique que les gouvernements doivent surinvestir dans la santé pour s'assurer qu'ils disposent du bon équipement et des bons médicaments et qu'ils ont sécurisé leur chaîne d'approvisionnement. Cela doit être un effort permanent, une question d'intérêt national. Tout comme nous avons trois mois de stocks de pétrole, nous devrions avoir des stocks de médicaments, de dispositifs et d'équipements médicaux et savoir comment les utiliser. Nous devrions également investir dans l'humain parce que si vous n'avez pas le personnel pour gérer les unités de soins intensifs, cela revient à ne pas en avoir.

Si les gouvernements arrivent à comprendre ça, cela aura un impact sur le coût de la santé. Cela suppose que vous investissiez pour un pic, pour une crise et ne considérez pas la santé comme une marchandise que vous achetez quand vous en avez besoin. La santé est déjà trop chère en pourcentage du PIB et je pense qu'elle coûtera plus à l'avenir parce que nous paierons plus les médecins et les infirmières, ainsi que pour les médicaments parce que nous demanderons à l'industrie pharmaceutique de se délocaliser vers de nouveaux pays avec des coûts de production plus élevés.

Est-ce bon pour la gouvernance internationale ? Je ne suis pas sûr car il s'agit du dilemme du prisonnier : il devrait coopérer mais tant qu'il ne fait pas confiance aux autres, il ne coopère pas. J'ai cette vision plutôt pessimiste aujourd'hui mais rien ne nous empêche de l'améliorer grâce à un travail sérieux des organisations internationales qui permettrait de créer un lien de confiance entre les nations. Or, il ne s'agit pas que de confiance entre les nations. Nous avons aussi vu durant cette crise des médecins qui ne font pas confiance aux médecins, des populations qui ne font pas confiance aux gouvernements, et cela est très handicapant. Comme Christian l'a dit, lorsque nous aurons trouvé les bons vaccins et les bons traitements, si les médecins ou la population n'ont pas assez confiance pour les utiliser, la crise ne pourra pas être résolue.

Comment pouvons-nous établir la confiance au XXIème siècle à l'époque du metaverse, comme cela a été expliqué ? Je ne pense pas que l'on puisse créer un lien de confiance en évitant les réseaux sociaux ou en les repoussant, on le crée en investissant dans les réseaux

sociaux. C'est là une autre grande leçon à retenir. Combien d'entre nous suivent l'Organisation mondiale de la Santé ou le ministère français de la Santé ? Ont-ils même un compte sur Instagram ou sur YouTube ? Je ne sais pas, mais ils devraient en avoir un. Je ne dis pas ça comme si j'étais un ado de 14 ans, mais je constate juste que la principale source d'information pour les gens, et pas seulement les jeunes, ce ne sont pas leurs parents, les gouvernements ni les journaux télévisés, ce sont les réseaux sociaux. C'est donc la deuxième leçon : on ne fait pas assez d'efforts pour que les gens nous fassent confiance sur les réseaux sociaux.

La dernière leçon concerne les *big data*. Les pays sont dans une démarche constante de protection de leurs données et ils couvent leurs données médicales comme s'il s'agissait de la poule aux œufs d'or. C'est très bien pour des raisons de confidentialité et il est évident que vous devez protéger les personnes et leurs données médicales. Néanmoins, il me semble qu'il y a du potentiel sous-exploité dans les *big data* qui permettrait de faire face à des crises comme le Covid. En fait, tout en protégeant la vie privée, nous devrions pouvoir partager des données médicales à grande échelle, et pas seulement les résultats de la recherche médicale. Bien sûr, les établissements de soins partagent leurs résultats, mais ils pourraient également partager des données brutes qui seraient combinées dans un grand dispositif de mise en commun de *big data* qui permettrait aux professionnels de les étudier et de travailler de manière plus efficace sur une médecine factuelle. À mon avis, il s'agit là d'un domaine majeur de coopération internationale car évidemment, personne ne souhaite que Google ou Microsoft se substitue aux gouvernements en la matière, et c'est ce qu'il risque d'arriver si rien n'est fait.

Voici donc les leçons que j'ai personnellement tirées de cette crise.

Michel Kazatchkine

Merci beaucoup Jean. Je pense que vous avez insisté sur trois points. Le premier est la nécessité d'anticiper. Le deuxième est la complexité qui réside dans la confiance et la relation qu'entretiennent les preneurs de décision, la science et l'opinion publique. Le troisième est le problème, que je pense être un point critique, du partage, de la mise en commun de données. Vous dites que nous avons besoin d'un CDC mondial, dans notre jargon ; je pense que ça devrait être le rôle d'une OMS renforcée à l'avenir.